

PRIORITÉS STRATÉGIQUES 2016-2022

#Local4Action
#Regions4Action

CO-CRÉER L'ÉGALITÉ, LA PAIX ET
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE,
LES GOUVERNEMENTS LOCAUX
ET RÉGIONAUX PRÊTS À AGIR POUR
RÉALISER LES OBJECTIFS MONDIAUX





PARTENARIAT DE CGLU AVEC L'UNION EUROPEENNE

En 2015 CGLU et l'Union européenne ont signé un partenariat stratégique structuré sur une période de cinq ans, et qui s'accompagne d'un programme de soutien de trois ans (2015-2017).

Ce partenariat stratégique a renforcé l'activité de l'organisation dans toutes ses dimensions et a permis d'étendre ses activités et renforcer les liens avec les différentes parties du réseau qui ont participé activement à la définition du plan de travail.

Ce partenariat offre des possibilités sans précédent pour contribuer aux politiques de la Commission européenne, amplifier la voix des gouvernements locaux sur la scène internationale et renforcer les réseaux de collectivités locales dans le monde entier.

SOMMAIRE

<u>VALEURS ET OUTILS POUR L'ACTION</u>	04
- LE CONTEXTE INTERNATIONAL	08
- L'ÉCOSYSTÈME DES ASSOCIATIONS DE GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX	10
- L'ENGAGEMENT DE BOGOTA : NOTRE PROGRAMME POLITIQUE	12
<u>PRIORITÉS STRATÉGIQUES 2016-2022</u>	16
<u>AGENDA DU RÉSEAU DE CGLU : LA LOCALISATION</u>	17
- MISE EN OEUVRE	18
- PLAIDOYER	20
- SURVEILLANCE ET SUIVI	21
- APPRENTISSAGE	22
- RENFORCEMENT DU RÉSEAU	23
<u>FOCUS</u>	
<u>LOCALISER LES OBJECTIFS MONDIAUX</u>	14
<u>LE HUB LOCAL4ACTION DE CGLU</u>	19
<u>LES MÉCANISMES D'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET DE CONSULTATION DE CGLU</u>	26

VALEURS ET OUTILS POUR L'ACTION

S'assurer que les priorités et expériences de CGLU soient les piliers de la mise en oeuvre des objectifs mondiaux

Proximité

CGLU rassemble les gouvernements de **proximité**, ceux qui sont les plus responsables de la vie quotidienne des citoyen·ne·s. Dans le travail des gouvernements locaux et régionaux, toutes les questions s'entrecroisent et les priorités sont définies en tenant compte de leur impact sur les territoires locaux et leurs populations. L'expérience du monde entier montre que tout changement affectant les personnes au niveau local met les gouvernements locaux et régionaux au défi de coordonner les actions au-delà d'une approche sectorielle : il leur faut mobiliser les parties prenantes, promouvoir la croissance et le développement inclusifs et appeler d'autres sphères de gouvernement à plus d'efficacité.

Décentralisation

Chaque jour, les gouvernements locaux démontrent le potentiel d'action basé sur la proximité pour contribuer à résoudre les grands défis mondiaux. CGLU estime que le développement et l'amélioration des conditions de vie des populations devraient être entrepris principalement au niveau local. Pour cette raison, CGLU s'efforce de promouvoir et de consolider la **décentralisation** comme un moyen de démocratiser et de moderniser la gouvernance publique à tous les niveaux. C'est aussi la raison pour laquelle le plaidoyer de CGLU pour l'**autonomie locale** est une condition nécessaire à la véritable participation des personnes à la gestion de leurs propres affaires.

Leadership politique

Afin de poursuivre ces objectifs, CGLU doit être **flexible** et s'appuyer sur son solide **leadership politique** pour faire en sorte que ces valeurs soient largement partagées entre nos membres et stimuler le débat sur la bonne gouvernance. À l'ère des réseaux mondiaux, CGLU, en tant que réseau mondial des gouvernements locaux et régionaux, doit élargir ses contacts et permettre des échanges au-delà de ses membres. Elle doit s'appuyer sur les connaissances et les renseignements locaux et mondiaux pour assurer l'accès à des points de vue divers.

Les **priorités stratégiques de CGLU pour 2010-2016** appelaient CGLU à devenir plus proactif dans l'établissement de l'agenda. Elles avaient pour objectif de faire des gouvernements locaux et régionaux des acteurs respectés sur la scène internationale afin que leur point de vue puisse inspirer et consolider la définition et la mise en œuvre des programmes internationaux mondiaux sur les questions qui influencent la vie des communautés.

Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux

Avec la **Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux**, facilitée par CGLU, jouant un rôle clé dans les négociations de l'Agenda 2030 et Habitat III comme mécanisme de consultation, ainsi que la consolidation de l'Observatoire mondial de la démocratie locale et de la décentralisation, l'organisation a atteint ses objectifs au cours des six dernières années.

L'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux

En outre, la forte présence de représentant-e-s politiques à **L'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux** lors de la Conférence Habitat III - la participation de haut niveau de fonctionnaires des Nations Unies, y compris le Secrétaire général des Nations Unies et le Président de l'Assemblée générale, ainsi que le Secrétaire général de la Conférence - et l'inclusion de l'Assemblée dans le document final d'Habitat III sont des signes importants de la reconnaissance de l'importance des gouvernements locaux et régionaux par la communauté internationale. L'Assemblée mondiale a également démontré la représentativité et la capacité de mobilisation de CGLU.

L'engagement et le plan d'action de Bogotá 2016

Notre Manifeste pour la Ville de 2030 a fourni une image de ce dont les autorités locales et régionales à travers le monde ont besoin pour leurs citoyens afin de guider le travail de l'organisation en relation avec l'Agenda du développement 2030 et le nouvel Agenda urbain. Désormais, c'est **l'engagement et le plan d'action de Bogotá 2016** qui établit les domaines prioritaires pour atteindre les objectifs mondiaux et mettre en œuvre l'environnement propice établi dans le document final d'Habitat III.

La mise en œuvre, le suivi et l'apprentissage

Après une période de négociations sur des objectifs communs, il est maintenant temps de rassembler les membres de CGLU vers la **mise en œuvre et le suivi** dans une perspective territoriale. Il est temps d'assurer une action synchronisée qui démontrera notre valeur ajoutée en tant que réseau et d'augmenter notre potentiel en tant que réseau d'**apprentissage** sous la direction politique active de tous les types de membres (grands et petits, villes, régions et associations) de toutes les parties du monde.

Les ambitieux programmes internationaux que la communauté internationale a réussi à mettre en place au cours des cinq dernières années et la reconnaissance du rôle des gouvernements locaux à l'échelle internationale contrastent fortement avec les tensions intérieures croissantes entre les gouvernements locaux et nationaux, et notamment la tendance de certains États à fermer les frontières et réduire l'influence des systèmes multilatéraux.

Stratégie

La stratégie 2016-2022 doit renforcer la capacité de CGLU à continuer de faciliter la représentation des gouvernements locaux et régionaux à l'échelle internationale ; veiller à ce que la perspective et l'expérience des gouvernements locaux et régionaux soient incluses dans le suivi de la mise en œuvre des programmes mondiaux de développement ; renforcer la capacité de nos membres à dialoguer avec les homologues nationaux et à consolider le réseau d'apprentissage dans toutes les parties du monde ; et promouvoir la coopération décentralisée tout en augmentant la capacité du réseau à agir de manière synchronisée avec une appropriation et des partenariats renouvelés qui garantissent sa durabilité.

CGLU peut démontrer au mieux sa valeur ajoutée, rassembler le large éventail de ses membres et attirer de nouveaux partenariats en démontrant sa capacité à relier les agendas mondiaux et locaux. La mise en œuvre des objectifs mondiaux par l'application des Engagements de Bogotá est ce que nous appelons la « **localisation** » de l'agenda du développement mondial.

MISE EN OEUVRE

Encourager, identifier et mettre en évidence les efforts déployés par les membres de CGLU pour atteindre les objectifs mondiaux au niveau local et territorial. Cela inclut également la **sensibilisation** des gouvernements locaux et régionaux aux objectifs mondiaux afin qu'ils puissent les mettre en œuvre.

APPRENTISSAGE

Création, par la formation, d'une culture d'apprentissage dans l'ensemble de l'organisation et la promotion de la **coopération décentralisée** en tant qu'outil clé de la coopération internationale et des programmes de développement.

RENFORCEMENT DU RÉSEAU DE CGLU

Renforcer la participation politique, créer de nouveaux outils pour une action synchronisée, renouveler les partenariats avec les différents acteurs et assurer une appropriation partagée par les différents membres

SURVEILLANCE ET SUIVI

Qui fournisse des données et des expériences locales et régionales aux forums mondiaux. Cette **vision locale** peut compléter les rapports du gouvernement central et aider à façonner les actions et politiques futures.

PLAIDOYER

Amplifier les voix des territoires à l'échelle internationale, en promouvant un plus grand soutien national et international et la reconnaissance des gouvernements locaux et régionaux dans la réalisation des programmes mondiaux.

LE CONTEXTE INTERNATIONAL



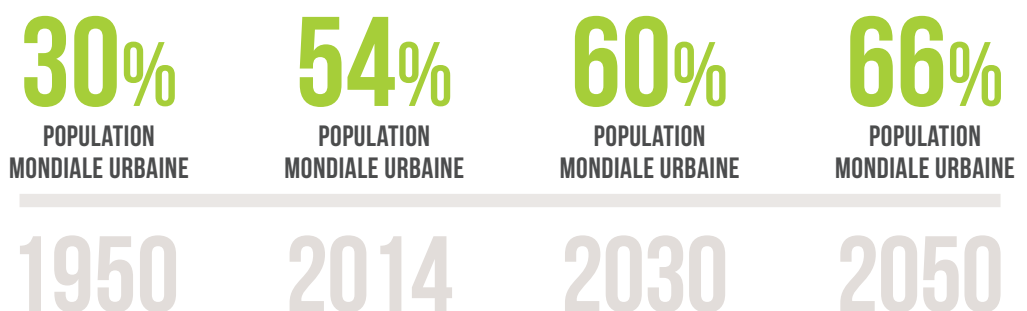
Au cours des vingt dernières années depuis Habitat II, le monde a connu d'importants changements. La mondialisation, les transformations du marché du travail, l'impact des nouvelles technologies et la réduction de la pauvreté extrême se sont accompagnés d'inégalités croissantes, d'appauvrissement de l'environnement et de la biodiversité et de troubles sociaux.

Dans le même temps, la croissance démographique et l'urbanisation ont redéfini nos sociétés et notre paysage urbain.

Aujourd'hui, plus de la moitié du monde réside dans les zones urbaines. En 1950, 30% de la population mondiale était urbaine ; en

2014, on atteignait 54% et l'on devrait atteindre 60% d'ici à 2030 et 66% d'ici à 2050. Après une première vague d'urbanisation entre 1750 et 1950 qui a urbanisé environ 400 millions de personnes, surtout dans l'hémisphère Nord, ce processus actuel - connu sous le nom de deuxième vague d'urbanisation - a commencé en 1950 et a surtout touché l'hémisphère Sud. En moins d'un siècle, près de 4 milliards de personnes se sont installées en ville.

Le rythme du changement augmentera au cours des deux ou trois prochaines décennies. D'après les Perspectives d'urbanisation dans le monde en 2014 de l'ONU, la croissance démographique se traduira par 2,4 milliards de résidents urbains d'ici au milieu de ce siècle



(de 3,9 milliards à 6,3 milliards d'habitants urbains, sur une population totale attendue de 9,7 milliards d'habitants). Les régions du monde qui sont encore à prédominance rurale vont se transformer en sociétés urbaines.

Au cours du prochain demi-siècle, un nouveau système urbain mondial sera mis en mouvement. Ce sera l'une des plus grandes transformations de l'histoire de l'humanité. Les zones urbaines s'étendent des petits villages aux villes intermédiaires croissantes (i-cities) et aux mégalo-poles.

Les discours sur l'urbanisation sont également en train de changer ; même si pour beaucoup, l'urbanisation est encore un challenge, on souligne de plus en plus le potentiel des agglomérations urbaines densément peuplées en termes de création d'emploi et de modes de production et de consommation durables, de réduction des émissions de carbone, d'engagement pour l'inclusion sociale et de promotion de la culture, de la paix et d'une bonne gouvernance. L'urbanisation se conçoit comme une opportunité à saisir et non comme un problème à résoudre.

CGLU doit être à l'avant-garde dans l'élaboration de nouvelles politiques qui prennent en compte le continuum urbain-rural pour faire des économies locales plus dynamiques, des systèmes écologiques locaux plus durables et des communautés locales plus inclusives.

Le contexte actuel doit être considéré comme un moment d'opportunité sans précédent qui nécessite des engagements audacieux, y compris le renouvellement des modèles de gouvernance, le contrat social et les priorités mouvantes des gouvernements à tous les niveaux pour éliminer les inégalités. Les **Objectifs de développement durable et le Nouvel agenda urbain**, deux agendas mondiaux qui reconnaissent explicitement l'importance de l'urbanisation, doivent servir de cadres pour ne pas laisser passer cette opportunité. Cependant, au sein du système des Nations Unies, l'urbanisation est encore trop souvent perçue comme un enjeu unique et préoccupant, au lieu de la concevoir comme une véritable dimension transversale du développement. Si l'on veut tirer profit de son potentiel transformateur, l'urbanisation doit faire partie du travail des organisations internationales et de coopération au développement, tout comme l'a été l'égalité entre les genres.

Alors que le monde prend conscience de cette nouvelle réalité urbaine, CGLU doit remettre en question la fausse dichotomie entre zones rurales et urbaines et continuer à plaider en faveur d'une approche territoriale intégrée pour le développement. CGLU doit faire comprendre que toutes les zones urbaines, grandes et petites, sont interdépendantes de leur environnement rural et que les défis économiques, sociaux et environnementaux auxquels elles sont confrontées dépassent les frontières administratives.

Les gouvernements locaux et régionaux devront être au centre des processus d'élaboration des politiques publiques, traduisant des concepts normatifs en politiques concrètes et en investissements concrets qui feront des établissements humains le moteur principal d'une ère nouvelle et durable. Il est généralement admis que les réponses produites dans les établissements urbains et les territoires ouvriront la voie à des solutions globales.

L'ÉCOSYSTÈME DES ASSOCIATIONS DE GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX



Seconde Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux à la Troisième conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable - HABITAT III, 16 octobre 2016, Quito, Equateur

En tant qu'héritière du mouvement municipal international qui a plus de cent ans, notre organisation CGLU existe grâce à la conviction que les gouvernements locaux doivent agir au niveau mondial. Nous nous engageons à promouvoir la solidarité entre les municipalités et les régions, grâce à l'échange entre pairs et au soutien mutuel en temps de crise. Nous préconisons depuis longtemps la nécessité de fonder les Agendas mondiaux sur les valeurs, les visions et les expériences locales, tout en faisant entendre ce que nos membres ont à dire quant aux objectifs de développement durable, à Habitat III et aux négociations sur le changement climatique, entre autres.

Cependant, la cartographie des associations et des réseaux de gouvernements locaux et régionaux est extrêmement vaste et diversifiée. Les réseaux existants sont divers en termes de portée, de représentation, de capacité et de ressources, et de nouveaux réseaux et plateformes sont créés régulièrement, avec des perspectives de durabilité variables. Une nouvelle tendance émerge du milieu universitaire où les

chercheurs urbains cherchent à devenir des innovateurs urbains ou des militants proposant des projets de représentation politique.

Le secteur privé et les organisations philanthropiques créent aussi des organisations et des projets public-privés qui ouvrent des possibilités d'action au niveau local, mais peuvent en même temps miner ou enfreindre le rôle du secteur public et la responsabilité démocratique.

Parallèlement, les institutions internationales établissent des contacts ponctuels avec les villes et les réseaux d'administrations locales, en mélangeant souvent la représentation individuelle et les intérêts collectifs d'une circonscription.

Dans ce contexte, comme discuté par le Conseil mondial en 2014, CGLU, avec sa vocation universelle et sa portée généraliste, a clairement pu maintenir son rôle de représentation politique démocratique des gouvernements locaux et régionaux sur la scène internationale.



Réunion avec le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres lors de la Réunion de haut niveau sur ONU-Habitat, 4-6 septembre 2017

La reconnaissance par l'Union européenne du rôle clé que les gouvernements locaux doivent jouer dans le développement et la confiance investie dans CGLU dans le cadre du partenariat stratégique ont permis au réseau de CGLU de renforcer les activités développées dans le cadre des priorités stratégiques 2010-2016.

De plus, d'importantes retombées de nos actions dans le processus post-2015, telles que la facilitation par CGLU de la **Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux**, ont contribué à la consolidation de CGLU et à la visibilité et à l'influence du collectif dans son ensemble, qui a activement contribué à façonner l'agenda international.

CGLU a fait un choix clair pour travailler en collaboration plutôt qu'en concurrence dans l'écosystème international changeant des associations de gouvernements locaux et dans lesquelles les membres de CGLU sont actifs. Cet écosystème influencera les réalités de CGLU et notre stratégie pour les années à venir.

Après de longues années de plaidoyer, CGLU et ses membres peuvent célébrer d'importants succès dans les agendas internationaux. **Au cours des prochaines années, CGLU devra se réinventer pour être à la hauteur de ses objectifs et aider les membres à influencer, mettre en œuvre et suivre la réalisation de l'Engagement de Bogotá et des agendas mondiaux.**

La principale conclusion découlant des consultations auprès des membres et des partenaires de CGLU est que les priorités politiques exprimées dans l'Engagement de Bogotá et qui sont au centre des travaux de CGLU depuis sa fondation restent pertinentes mais nécessiteront des débats politiques approfondis et des transformations en actions concrètes. Il est également clair que le programme proactif des gouvernements locaux et régionaux reflété dans l'Engagement de Bogotá ne peut être compris ni avancé sans le contexte international fourni par les agendas internationaux de développement auxquels nous avons contribué. Enfin, il est clair que la facilitation de la voix amplifiée des gouvernements locaux et régionaux doit être l'objectif principal de CGLU.

La nouvelle stratégie de CGLU doit répondre aux défis organisationnels et fonctionnels que l'environnement mondial en évolution déclenchera au niveau local.

L'ENGAGEMENT DE BOGOTÁ : NOTRE PROGRAMME POLITIQUE



Sous le titre « **Des voix locales pour un monde meilleur** », CGLU et ses membres se sont rassemblés à Bogotá pour le **cinquième Congrès mondial** pour exprimer leur engagement envers l'urbanisation et le développement durables. Le Congrès visait à améliorer les capacités des gouvernements locaux et régionaux du monde entier afin qu'ils contribuent à ériger des sociétés résilientes, durables et pacifiques.

La Déclaration du Congrès, intitulée **Engagement de Bogotá et Agenda d'Action**, se fonde sur les recherches et consultations menées auprès des gouvernements locaux et régionaux dans le cadre du Rapport mondial sur la démocratie locale et la décentralisation (GOLD IV). Elle s'appuie également sur les recommandations de la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux.

Avec l'**Engagement de Bogotá**, CGLU et ses membres comprennent les divers programmes de développement durable à l'échelle mondiale comme un programme unique et universel qui exigera une gouvernance à plusieurs niveaux et multi-acteurs pour les villes et les territoires et qui devra contribuer à un nouveau modèle de développement, construit à partir des territoires.

Dans l'**Engagement de Bogotá**, les membres de CGLU s'engagent à contribuer au renouvellement du **contrat social** pour renforcer la démocratie et promouvoir la participation active de la société civile dans la prise de décision politique. Ils s'engagent à **promouvoir le dialogue entre les différentes sphères de gouvernement**

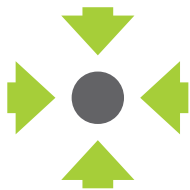
pour mettre les villes et les besoins et réalités territoriales au cœur des politiques à tous les niveaux. Pour ce faire, il faudra une **gouvernance multiniveaux** novatrice et une innovation en matière de financement local et de développement. Il demande en outre des politiques qui contribueront à bâtir des **communautés favorables et prospères** et promouvoir de nouvelles formes de production et de consommation, et qui accorderont la priorité **au développement durable et à la résilience**.

Engagements et actions territoriales

Au niveau territorial, les gouvernements locaux et régionaux jouent désormais un rôle plus important dans la réglementation du tissu urbain et des territoires et dans la protection des biens communs.

Les dirigeants locaux et régionaux doivent développer de nouvelles capacités et modes de leadership pour répondre aux nouvelles opportunités et en tirer parti. Ils doivent renforcer leur participation en favorisant une société civile dynamique et autonome qui peut contribuer à façonner des services publics partagé ; le logement coopératif et les économies de collaboration et de solidarité contribuent à une nouvelle approche de gouvernance.

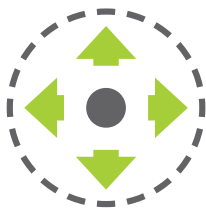
Les gouvernements locaux et régionaux sont confrontés à la responsabilité quotidienne



ACTION LOCALE

de lutter contre l'exclusion socio-spatiale et promouvoir la justice sociale, intégrer les migrants, prévenir la discrimination et la violence urbaine et protéger les droits sociaux pour assurer la prospérité et le bien-être. Les gouvernements locaux et régionaux doivent ouvrir la voie à la mise en œuvre du **droit à la ville**.

CGLU devrait également exploiter une planification urbaine et territoriale intégrée pour façonner l'avenir des villes et des territoires dont ils ont besoin pour garantir **l'accès à des infrastructures de qualité et résilientes et des services de base pour tou-te-s**. Les villes et les territoires plus verts sont la clé d'un avenir durable. Les gouvernements locaux et régionaux doivent adopter des modèles de production et de consommation durables et agir pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter.



ACTION NATIONALE

Les gouvernements locaux et régionaux devraient disposer des compétences politiques et des ressources nécessaires pour contrôler les leviers de **développement économique** et profiter d'une transformation continue de l'économie mondiale pour stimuler le développement économique endogène.

Enfin, la **culture** est un élément vital de la citoyenneté, de l'intégration et de la coexistence, qui devrait être considéré comme le quatrième pilier du développement durable. Tou-te-s les citoyen-ne-s ont le droit à la culture. Les villes et les territoires devraient promouvoir des politiques culturelles actives.

Environnement national favorable

Le leadership local ne se développera que s'il existe un environnement national favorable aux gouvernements locaux et régionaux, doté de cadres et de ressources juridiques adéquates, ainsi que par une transformation des approches du haut vers le bas. De plus, ce leadership ne peut réussir que si l'on réforme

la décentralisation inégale qui existe dans de nombreux pays et régions.

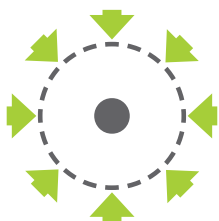
Les cadres institutionnels doivent être renouvelés pour promouvoir une gouvernance partagée et une décentralisation efficace, en s'appuyant sur la gouvernance multiniveaux et en renforçant les consultations pour un développement politique cohérent au niveau national.

Un siège à la table mondiale

Pour que les politiques et accords mondiaux puissent exploiter correctement l'expérience et l'engagement locaux, la place des gouvernements locaux et régionaux dans l'élaboration des politiques internationales doit changer. Ils doivent faire partie d'une consultation structurée en tant que collectif mondial reconnu et organisé plutôt que de faire l'objet de consultations ponctuelles. Les efforts des gouvernements locaux et régionaux pour organiser et produire des contributions doivent être reconnus.

Le modèle actuel de financement ne répond pas aux besoins de la plupart des villes et territoires existants et émergents. Un partenariat mondial pour le financement de logements urbains, de services locaux de base et d'infrastructures pourrait mobiliser des représentants d'institutions financières nationales et internationales, de banques régionales de développement, d'investisseurs institutionnels, de donateurs et de dirigeants infranationaux.

En outre, les gouvernements locaux et régionaux devraient s'appuyer sur leur héritage de coopération décentralisée et de solidarité internationale pour échanger leurs connaissances sur la manière de relever les défis mondiaux (par exemple le changement climatique, la prévention des risques, la consolidation de la paix et la coopération au développement, l'intégration des migrant-e-s, la médiation de la mondialisation économique et la promotion de la coopération culturelle).



ACTION INTERNATIONALE

LOCALISER LES OBJECTIFS MONDIAUX

L'action urbaine et territoriale est au cœur du développement mondial

Les grands agendas mondiaux de développement ne peuvent être séparés les uns des autres au niveau local ou régional ; ils ne pourront être réalisés qu'en les intégrant au sein de toutes les planifications, les élaborations des politiques et les actions. Des solutions mondiales peuvent être élaborées sur la base de ces expériences et de ces approches locales.

La démocratie locale et le leadership local sont des outils essentiels pour faire progresser le développement en l'enracinant ainsi dans les réalités culturelles, sociales, environnementales et économiques de chaque territoire.

C'est pourquoi CGLU plaide pour que les gouvernements locaux et régionaux jouent un plus grand rôle au niveau de l'élaboration, de la mise en œuvre et de la présentation des politiques internationales. C'est ce que nous appelons « localiser » les objectifs mondiaux.

Que signifie « localiser » ?

« Localiser » signifie prendre en compte les contextes, les défis, les opportunités et les gouvernements sous-nationaux dans tous les agendas mondiaux, depuis la définition des objectifs et des cibles jusqu'à la mise en œuvre, au suivi et à l'établissement des rapports.

La localisation n'est pas le simple parachutage des objectifs mondiaux dans le contexte local. La localisation consiste à mettre en œuvre les agendas locaux dans les villes et les territoires pour atteindre les objectifs locaux et mondiaux. La localisation est un processus politique qui se base sur l'exploitation des opportunités, des priorités et des idées locales.

Que fait CGLU en matière de localisation ?



LE HUB LOCAL4ACTION

Le Hub Local4Action de CGLU est une initiative qui vise à transposer l'Agenda 2030 en actions locales en mettant l'accent sur les objectifs clés suivants :

Renforcer la **réflexion stratégique** pour soutenir l'action locale

Catalyser l'**innovation**

Renforcer la **coopération et la solidarité**

Générer et faciliter l'**échange de connaissances**

Visualiser les actions de localisation développées par le réseau de CGLU

Rassembler les acteurs autour de l'**ODD 11**



APPRENTISSAGE

Le programme d'apprentissage de CGLU encourage l'**apprentissage entre pairs** pour permettre aux villes d'échanger leurs expériences réussies et leurs échecs, afin de renforcer leurs capacités et de reproduire les politiques en lien avec les objectifs mondiaux.

CGLU développe également un cours de « **formation des formateurs** » pour renforcer les capacités des gouvernements locaux et leur faire bien comprendre l'importance de la localisation.



SURVEILLANCE ET SUIVI

La plupart des cibles et des indicateurs mondiaux se situent au niveau national, ce qui signifie que les écarts et les inégalités au sein des pays sont exclus de l'équation. CGLU et ses réseaux cherchent à **identifier et à mettre en évidence les variations infranationales quant à la réalisation des objectifs mondiaux** (par exemple entre les régions, entre les zones urbaines et rurales, ou au sein même des villes).

L'Observatoire mondial des finances locales et l'Observatoire mondial de la démocratie locale et de la décentralisation de **CGLU rassemblent des connaissances et des données** sur la réalisation des agendas mondiaux au niveau local.

CGLU analyse les rapports nationaux et interroge ses membres sur les progrès accomplis quant à la réalisation des objectifs mondiaux. CGLU partage ses conclusions lors du **Forum politique de haut niveau sur le développement durable** qui effectue le suivi de la réalisation des ODD.

CGLU, ses Commissions et ses Groupes de travail travaillent également ensemble sur des **thématiques**, en recueillant des expériences au niveau local concernant des objectifs et des cibles spécifiques (par exemple l'accès à l'eau ou l'espace public)



PLAIDOYER ET SENSIBILISATION

Au niveau mondial et régional, CGLU, en collaboration avec la Global Taskforce, fournit **des contributions et des recommandations** aux forums internationaux sur les questions relatives aux principaux agendas mondiaux.

CGLU utilise ses canaux de communication pour **faire connaître** les agendas mondiaux sur tous les continents (web, médias sociaux, événements, publications).

CGLU a des « **Champions** » gouvernements locaux qui sont les exemples vivants du potentiel des villes et des régions pour atteindre les objectifs mondiaux.



MISE EN OEUVRE

Les membres des gouvernements locaux et régionaux du réseau de CGLU sont **en première ligne pour la mise en œuvre des agendas mondiaux**. Ils identifient les priorités locales, testent des nouvelles politiques, en tirent des enseignements et les améliorent sans cesse, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs mondiaux.

Les associations nationales peuvent jouer un rôle important en soulignant ce travail et en identifiant les liens entre l'action locale et les objectifs mondiaux.

PRIORITÉS **STRATÉGIQUES**

2016-2022

**S'assurer
que les priorités
et expériences
de CGLU soient les
piliers de la mise en
œuvre des objectifs
mondiaux**

Après de longues années de plaidoyer, CGLU et ses membres peuvent célébrer d'importants succès dans les agendas internationaux. Au cours des prochaines années, CGLU devra se réinventer pour être à la hauteur de ses objectifs et aider les membres à influencer, à mettre en œuvre et à suivre la réalisation de l'Engagement de Bogotá et des agendas mondiaux.

La principale conclusion des consultations auprès des membres et des partenaires de CGLU est que les priorités politiques exprimées dans l'Engagement de Bogotá, qui sont au centre des travaux de CGLU depuis sa fondation, demeurent pertinentes mais nécessiteront des débats politiques approfondis et des transformations en actions concrètes.

Il est également clair que le programme proactif des gouvernements locaux et régionaux reflété dans l'Engagement de Bogotá ne peut être compris sans le contexte international fourni par les agendas internationaux de développement auxquels nous avons contribué. Enfin, il est clair que l'objectif principal de CGLU doit être de faciliter la voix amplifiée des gouvernements locaux et régionaux.

CGLU a opté clairement pour le travail en collaboration plutôt que par la concurrence dans l'écosystème international changeant des associations de gouvernements locaux dans lesquelles les membres de CGLU sont actifs. Cet écosystème influencera les réalités de CGLU et notre stratégie pour les années à venir.

AGENDA DU RÉSEAU DE CGLU : LA LOCALISATION



Réunion avec le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres lors de la Réunion de haut niveau sur ONU-Habitat, 4-6 septembre 2017

CGLU pourra mieux convaincre de sa valeur ajoutée et rassembler une plus large base de membres en démontrant son importance quant aux liens qui unissent les agendas mondiaux et locaux. La mise en œuvre des objectifs mondiaux par le biais des engagements de Bogotá est ce que nous appelons la « **localisation** » de l'**agenda mondial du développement**.

Ce processus de localisation permettra à CGLU de maintenir l'élan et le profil qu'elle a atteints à l'international ces dernières années, tout en renforçant ses liens avec ses membres et en favorisant l'échange d'expériences et l'apprentissage.

Pour CGLU, « localiser » n'est pas synonyme de parachuter des objectifs mondiaux dans des contextes locaux. Il s'agit de mettre en œuvre des agendas locaux dans les villes et les territoires pour réaliser les objectifs mondiaux. Plus qu'un processus technique, **la localisation est un processus politique** basé sur l'exploitation des opportunités, des priorités et des idées locales. La démocratie et le leadership locaux sont des outils essentiels pour faire avancer les agendas locaux et les ancrer dans les réalités culturelles, sociales, environnementales et économiques de chaque territoire.

MISE EN OEUVRE

Encourager, identifier et mettre en évidence les efforts déployés par les membres de CGLU pour atteindre les objectifs mondiaux au niveau local et territorial.

FINALITÉ

Encourager, **identifier et mettre en évidence les efforts réussis** pour mettre en place des politiques au niveau local et territorial par l'adhésion à CGLU.

Montrer **les liens entre l'action quotidienne locale et les objectifs mondiaux**, ainsi que l'impact des agendas mondiaux sur les territoires, sera une pierre angulaire du travail de CGLU, ce qui contribuera grandement à améliorer la mise en œuvre.

La promotion d'une dimension locale des programmes menés au niveau international et l'intégration des gouvernements locaux et régionaux pilotes contribueront à la réalisation des priorités universelles convenues tout au long de 2015 et 2016.

Bien que la mise en œuvre soit assurée par les membres de CGLU sur le terrain, le réseau peut contribuer par la mise en place de **projets pilotes et le développement d'outils** à utiliser au niveau local et territorial.

HÉRITAGE

Instruments d'appui à la mise en œuvre dans les territoires ; programmes internationaux, y compris des actions au niveau local et de nouveaux programmes de coopération décentralisée.



- > Documenter les pratiques des membres.
- > Soutenir des projets pilotes.
- > Identifier les possibilités de financement permettant de soutenir les membres.
- > Soutenir les activités de coopération décentralisée entreprises par les membres.
- > Promouvoir le développement de programmes pour aider les membres de CGLU à la localisation.

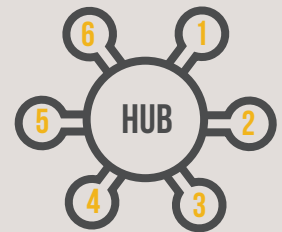
LE HUB LOCAL4ACTION DE CGLU

La localisation des ODD au niveau local et territorial nécessite des actions rapides et efficaces sur le terrain, motivées par la participation des citoyens. Pour mener ces actions, les dirigeants locaux et régionaux ont besoin de données valables et de conseils avisés, ainsi que de nouvelles approches.

Le **Hub Local4Action de CGLU** est une initiative qui vise à transposer l'Agenda 2030 en actions locales, en tirant parti de notre réseau et de notre expérience en matière d'échange et de coopération.

En apportant une certaine visibilité aux efforts intégrés de la stratégie de CGLU, le Hub Local4Action aidera à consolider le réseau mondial de membres et de partenaires de CGLU, tout en travaillant en synergie avec d'autres organisations internationales importantes clés pour faire avancer la mise en œuvre des ODD au niveau local et territorial.

**L'INITIATIVE
SE CONCENTRERA
SUR LES OBJECTIFS
CLÉS SUIVANTS :**



1

Renforcer la réflexion stratégique pour soutenir l'action locale

2

Catalyser l'innovation

3

Renforcer la coopération et la solidarité

4

Générer et faciliter l'échange de connaissances

5

Visualiser les actions de localisation développées par le réseau de CGLU

6

Rassembler tous les acteurs autour de l'ODD 11

PLAIDOYER

Accroître la visibilité et l'influence des gouvernements locaux et régionaux sur la scène mondiale. Amplifier leur voix et mettre en lumière leurs priorités, leurs défis et leurs réalisations en ce qui concerne les programmes mondiaux et les Engagements de Bogotá.

FINALITÉ

Après la réussite de la **Seconde Assemblée mondiale**, il existe un consensus général parmi les réseaux de gouvernements locaux et régionaux selon lequel l'Assemblée, en tant que forum politique, et la Global Taskforce, en tant que mécanisme de consultation technique, peuvent continuer à jouer un rôle important pour renforcer l'action conjointe.

Au-delà du suivi des processus politiques, la **Global Taskforce** peut aussi servir de laboratoire pour des échanges politiques, où les réseaux de gouvernements locaux et régionaux pourront échanger sur des domaines prioritaires identifiés par les membres.

De plus, il serait possible d'organiser des contributions politiques de différents membres à certains domaines politiques spécifiques et de convoquer des sessions spéciales de l'Assemblée mondiale à des moments pertinents.

HÉRITAGE

Une plus grande visibilité des gouvernements locaux et régionaux ; la consolidation de la Global Taskforce et la reconnaissance de l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux, facilitées par CGLU avec l'active participation d'autres réseaux de gouvernements locaux et régionaux ; la reconnaissance d'un mécanisme de représentation consolidé pour notre mouvement ; et une série de recommandations pour définir plus avant la prochaine phase de l'agenda mondial du développement.



- > Fournir des analyses, des documents thématiques et des propositions concrètes pour la mise en œuvre des agendas mondiaux de développement.
- > Soutenir la participation des Sections de CGLU et des membres à des forums régionaux, et faciliter la participation des associations de gouvernements locaux (LGA) aux réunions nationales visant à localiser les agendas mondiaux de développement.
- > Faciliter le dialogue avec les représentants de la société civile sur la question de la mise en œuvre des agendas mondiaux de développement.
- > Faire participer la société civile, les universitaires et d'autres intervenants clés au processus de mise en œuvre de ces agendas, afin d'en partager la responsabilité et d'assurer un partenariat et un consensus.
- > Convoquer l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux, et assurer une représentation diversifiée ainsi que des échanges entre les membres et les partenaires de la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux.

SURVEILLANCE ET SUIVI

Améliorer les informations contextuelles et les cas documentés pour mesurer et illustrer les contributions des membres de CGLU au processus de mise en œuvre des agendas mondiaux du développement.

FINALITÉ

Le suivi de la mise en œuvre des agendas mondiaux ne peut être perçu depuis la seule perspective des gouvernements nationaux. **Des processus localisés de suivi et de rapport devraient se fonder sur l'expérience directe et concrète des gouvernements locaux et régionaux afin de « faire le récit »** - depuis le point de vue des communautés, villes et territoires - des agendas locaux et régionaux, et de la façon dont ils contribuent à la mise en œuvre des agendas mondiaux.

En outre, notre implication dans le processus de rapport est essentielle pour qu'ils se positionnent dans la conversation en cours sur la mise en œuvre de ce consensus sur le développement mondial. Le rapport et le suivi auront pour objectifs principaux de : (1) **favoriser le dialogue et la collaboration** entre les gouvernements nationaux et infranationaux et (2) **renforcer la localisation des buts et cibles** comme moyens de promouvoir une approche plus territoriale du développement, ce qui favorise une appropriation plus forte des acteurs locaux. Les rapports permettront de montrer comment les gouvernements locaux et régionaux prennent des mesures pour localiser les ODD dans toutes les régions, tout en soulignant comment le système international officiel de suivi et de rapport tient compte de cette contribution.

L'analyse expliquera en quoi la localisation émanant de la base et l'implication des gouvernements locaux et régionaux au niveau de l'alignement de ce processus favorise des processus transformateurs au niveau du développement.

Les activités de rapport sur la mise en œuvre des ODD et autres programmes mondiaux devraient fonctionner en synergie avec les activités de coopération, de formation et de plaidoyer des gouvernements locaux et régionaux (GLR). Dans ce contexte, le rôle des observatoires de CGLU sera essentiel dans la période à venir. Des efforts supplémentaires doivent être faits pour s'assurer que la richesse de l'information contenue dans les différents instruments s'insère dans le travail global de CGLU. Un accent particulier sera mis sur le développement de l'Observatoire mondial de la démocratie locale et de la décentralisation, ainsi que sur l'Observatoire mondial des finances locales.

HÉRITAGE

Un solide mécanisme de suivi et de rapport pour la mise en œuvre des agendas mondiaux de développement, soutenu par notre publication phare, le Rapport GOLD ; un récit des gouvernements locaux et régionaux qui documentera les rapports nationaux et d'autres acteurs ; l'influence des expériences locales sur la mise en œuvre pratique et l'évaluation de l'agenda.

ACTIONS CLÉS

- > Organiser des consultations pour promouvoir un débat plus large à tous les niveaux sur les questions clés relatives à la participation des gouvernements locaux et régionaux au processus de « suivi et examen » de la mise en œuvre des agendas mondiaux de développement.
- > Produire une analyse systématique de l'impact de la mise en œuvre des agendas mondiaux au niveau des processus politiques nationaux et sous-nationaux.
- > Compléter les rapports nationaux avec l'analyse des expériences des gouvernements locaux et régionaux en vue de la localisation des ODD.
- > Analyser les dimensions essentielles des ODD pertinents et des objectifs mondiaux et mettre un accent particulier sur les thématiques spécifiques liées aux responsabilités des gouvernements locaux et régionaux.
- > Maintenir l'élaboration triennale des rapports GOLD.
- > Aider les Sections de CGLU à développer des mécanismes de dialogue entre les différentes sphères de gouvernement pour la mise en œuvre, la production de rapports et le suivi des agendas mondiaux de développement.

APPRENTISSAGE

Accroître les capacités de CGLU à devenir un réseau d'apprentissage, en soutenant la mise en œuvre des priorités locales et régionales dans le cadre des agendas mondiaux de développement. Consolider les capacités du réseau à répondre aux demandes de renforcement des capacités et adapter le développement basé sur la demande, dans le cadre des programmes de renforcement des capacités.

FINALITÉ

Les gouvernements locaux et régionaux font face à un monde de plus en plus complexe. Ce constat entraîne une redéfinition de la façon dont ils travaillent et dont ils apprennent. Dans cet environnement complexe, les meilleures actions à entreprendre dépendront des circonstances et des contextes locaux ; il n'y a pas de solutions toutes faites. Les décisions doivent être prises en fonction des évolutions de situations, y compris les demandes et besoins communs.

Afin de faire face à cette complexité, les villes et territoires doivent développer leur propre processus de compréhension, en associant leurs sources d'informations et de connaissances, en filtrant, analysant et reliant leurs idées. Les idées agrégées, filtrées et connectées par les GLR peuvent être façonnées par le biais de l'**apprentissage entre pairs**. Relier les connaissances et les idées aux villes et territoires, ainsi qu'entre villes et entre territoires, est l'une des clés de la stratégie d'apprentissage de CGLU. Nous sommes convaincu-e-s qu'un partage ouvert dans un environnement de confiance est la meilleure façon de générer des connaissances au sein de notre réseau.

Les réseaux tels que CGLU rassemblent des dirigeants et professionnels locaux venant de différents contextes, curieux d'apprendre au-delà des réalités de leur ville ou territoire, mais aussi soucieux de nourrir l'engagement international et d'en bénéficier. Ce type d'activité

d'apprentissage entre pairs peut être un outil puissant à répliquer, transférer et **adapter aux politiques locales et stratégies réussies en termes de réalisation des agendas mondiaux**. La stratégie de CGLU pour permettre ce flux de connaissances à l'échelle mondiale se fonde principalement sur les communautés politiques thématiques (commissions et groupes de travail), les communautés régionales (sections), les réseaux sociaux, les briefings et l'apprentissage par l'action entre pairs. Si l'apprentissage collectif se fonde sur la confiance et le partage, il va de soi de relier les réseaux et de créer des partenariats.

Malgré l'individualisation du monde, les êtres humains ont un besoin inhérent de dialoguer, de communiquer et de faire partie d'un groupe. Le réseau d'apprentissage de CGLU offre une dimension transversale, qui multiplie les opportunités d'identifier des pairs. L'agenda d'apprentissage de CGLU intègre ainsi un large éventail d'acteurs et est utilisé à la fois pour renforcer la coopération décentralisée et l'apprentissage collectif.

D'autre part, la promotion de la coopération décentralisée fait partie de l'ADN du mouvement municipal. Il ne s'agit pas seulement de promouvoir des solutions innovantes, mais aussi de favoriser la solidarité à long terme et les partenariats qui ont forgé les amitiés, le dialogue et la paix tout au long des décennies.

HÉRITAGE

Un système d'apprentissage actif et efficace du réseau se basant sur l'expérience des membres et des mécanismes pour identifier les demandes d'apprentissage des membres gouvernements locaux, ainsi que des partenariats renouvelés se basant sur la coopération décentralisée et l'apprentissage entre pairs.



- > Offrir des possibilités d'apprentissage thématique entre pairs qui permettent d'échanger des connaissances qui auront un impact au niveau local, des pratiques et des enseignements pouvant être transposés à d'autres contextes, et ainsi contribuer à la réalisation de l'agenda mondial.
- > Relier le Programme de Partenariat Entrepreneurial de CGLU à l'Agenda d'apprentissage.
- > Renforcer les initiatives de coopération décentralisée et entre villes, afin de soutenir la localisation des agendas mondiaux de développement, en articulant l'apprentissage et le renforcement des capacités avec les principaux organismes, associations et réseaux associés.
- > Etudier les moyens dont disposent les gouvernements locaux et régionaux dans le monde pour l'apprentissage et documenter les méthodes et les lignes directrices/outils d'apprentissage des villes.
- > Promouvoir un dialogue émanant de la base sur l'apprentissage ainsi qu'une coopération Sud-Sud et triangulaire lors des événements régionaux organisés par les Sections régionales, les forums de CGLU, les membres et les partenaires.

RENFORCEMENT DU RÉSEAU

Accroître la participation politique et renforcer les débats politiques de CGLU en impliquant un groupe plus vaste de leaders politiques dans la vie active de l'organisation. Créer de nouvelles opportunités pour synchroniser l'action tout en renforçant les sections et les mécanismes de consultation du réseau.

FINALITÉ

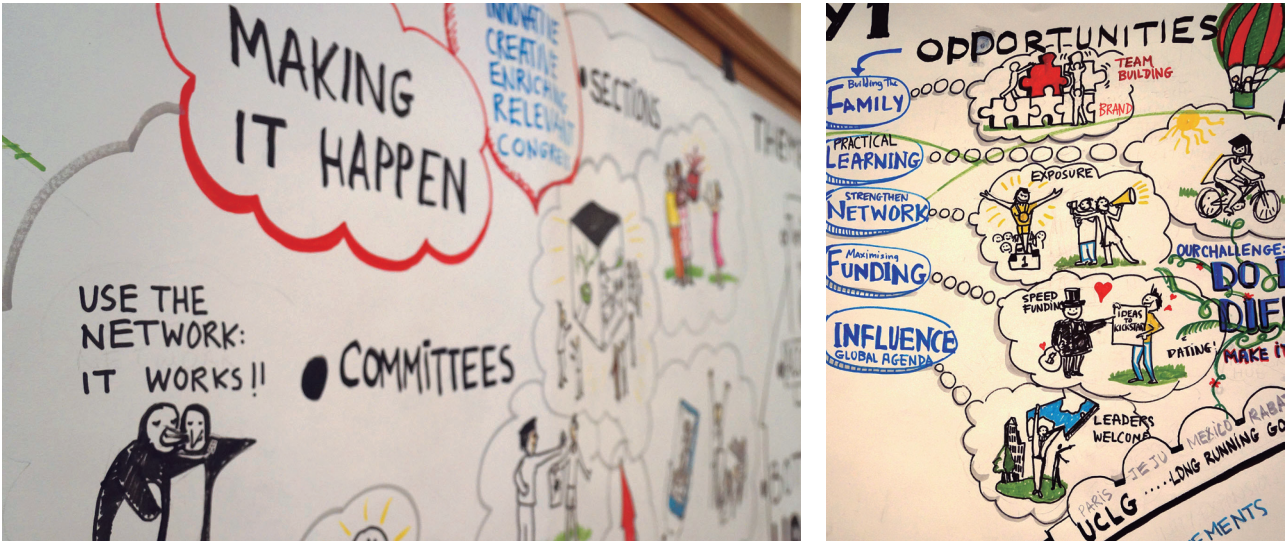
Le travail réalisé par les commissions et les groupes de travail représente une contribution importante au travail du réseau de CGLU dans son ensemble. Leurs réalisations depuis leur création sont importantes et ces mêmes réalisations et leçons que nous avons pu en tirer nous entraînent à avancer encore davantage et à nous pencher sur les progrès à faire pour améliorer l'étendue des bonnes pratiques et définir une stratégie nous permettant de développer un nouveau récit pour notre mouvement.

Les consultations menées auprès des membres ont révélé que le leadership politique devait être renforcé et que des efforts supplémentaires devaient être faits pour optimiser l'utilisation des ressources limitées dont dispose l'organisation. Il est réellement nécessaire de repenser les

liens de travail qui unissent les différents groupes dans le cadre du plan de travail de l'organisation.

Afin de renouveler l'implication d'un groupe plus large de dirigeant-e-s politiques dans la vie de l'organisation au-delà de la Présidence, le Conseil mondial est convenu d'établir des **Conseils politiques** sur les principales questions abordées par l'organisation. Il existerait en outre un nombre limité de commissions, forums de CGLU et communautés de pratiques.

Les Conseils politiques définiront et développeront les priorités et le programme de travail 2017-2022 de CGLU, afin de développer des recommandations politiques et de renforcer l'appropriation de ces politiques et la participation politique.



Les Conseils politiques se concentreront sur les sujets stratégiques suivants, qui reflètent les questions fondamentales des agendas mondiaux et les axes prioritaires qui figurent dans l'Engagement de Bogotá :

- Droit à la ville et à territoires inclusifs**
 Le « Droit à la Ville » est considéré par le Nouvel agenda urbain 2016 comme une vision de la ville pour tous. CGLU pense qu'il constitue un moyen de renouveler le contrat social au niveau local, tout en se concentrant sur la démocratie locale, la participation citoyenne et la réduction des inégalités et de la pauvreté. Le débat laissera une large place à l'égalité des genres, abordera la gouvernance et les migrations et se concentrera sur les politiques sociales qui mettent l'accent sur l'universalité des droits de l'homme.
- Opportunités pour tou.t.e.s, culture et diplomatie des villes : les clés du développement durable et de la paix**
 La protection du patrimoine, la compréhension de la diversité et la promotion de la créativité sont des éléments clés permettant de forger le dialogue entre les communautés, de construire la paix et de promouvoir le développement durable depuis la base. Historiquement, les gouvernements locaux ont toujours contribué à un monde qui soit plus prospère grâce à d'innombrables initiatives de diplomatie des villes, de coopération décentralisée et de solidarité internationale.
- Gouvernance territoriale multinationaux et financement durable**
 Si les gouvernements locaux et régionaux n'ont pas de compétences en la matière, la réalisation des grands agendas mondiaux de durabilité ne sera pas possible. La refonte des systèmes de financement infranationaux et un modèle de gouvernance renouvelé, fondé sur une gouvernance à plusieurs niveaux et une approche

territoriale du développement, seront essentiels pour que les établissements humains soient de nouveau le principal moteur d'une nouvelle ère durable.

- Des villes plus sûres, résilientes, durables et capables de répondre aux crises**
 Les membres du monde entier s'y sont engagés et ont déjà pris des mesures pour conduire la transition vers des villes et des régions résilientes et à faibles émissions de carbone, en réduisant les empreintes environnementales, en adoptant les innovations et en renforçant leurs capacités de gestion des crises.

Par ailleurs, dans la volonté de se centrer sur la mise en œuvre et sur l'amplification du travail du réseau, CGLU organisera des actions et orchestrera les efforts dans des vagues d'actions.

Les **Vagues d'action** sont des initiatives qui permettent de prendre la mesure de l'effet multiplicateur de la synchronisation de milliers d'actions locales et régionales au niveau mondial. Ces initiatives doivent respecter des échéances, elles se concentrent sur une priorité politique commune et cherchent des synergies au niveau des actions liées à nos priorités stratégiques, à savoir le plaidoyer, l'apprentissage, le suivi et la mise en œuvre.

Les Vagues d'action optimiseront la force de notre réseau en mettant en lumière des initiatives locales et régionales sur des questions telles que le financement des gouvernements locaux, le logement décent pour tous, l'aménagement de villes résilientes, la migration et la sécurité alimentaire.

Le financement des gouvernements locaux, un logement décent pour tou-te-s, la planification des villes résilientes, la migration ou encore la sécurité alimentaire, sont certains des domaines qui seront développés de façon synchronisée par le biais des vagues d'actions.

Les résultats du **Séminaire de CGLU** et le renforcement des sessions spécifiques aux sections, ainsi que des sessions thématiques qui contribueront à préparer les discussions politiques et la mise en œuvre des outils au niveau régional et mondial, seront déterminants dans la prochaine période.

L'élaboration de séances de planification spécifiques avec les sections pour assurer les synergies entre les sections continentales et spécialisées et le programme de travail général, contribuera à une plus grande appropriation et à une capacité accrue d'impliquer les divers membres de CGLU.

Une campagne de sensibilisation et de recrutement parmi les membres sera mise en œuvre pour s'assurer que les membres se sentent impliqués et confirment leur volonté de continuer à contribuer à l'organisation.

Le renforcement de la communication à l'échelle du réseau sera une priorité absolue pour les six prochaines années. Assurer une plus grande visibilité pour toutes les parties de l'organisation ; le travail d'équipe entre les services de communication des différents secrétariats et une stratégie de communication à l'échelle du réseau seront au cœur des travaux et donneront une visibilité aux nouveaux mécanismes et outils de consultation tels que les Vagues d'action.

Les règles de la procédure électorale de l'organisation seront enrichies de nouvelles composantes relatives aux élections, ainsi que des droits et obligations des différentes parties du réseau vers l'organisation mondiale.

Un nouveau système d'adhésion tenant compte des réalités des différentes parties de l'organisation, mais avec des valeurs partagées communes, sera développé.

Enfin, un mécanisme de suivi pour la mise en œuvre du plan de travail a été mis en place en 2015 afin de faciliter la présentation de rapports à la Commission européenne. Le système, qui informe actuellement la documentation présentée aux instances statutaires, sera développé pour améliorer la transparence et la planification dans l'organisation.

HÉRITAGE

Participation accrue des dirigeants politiques ; un réseau plus fort avec des liens améliorés entre ses différentes parties ; des secrétariats renforcés aux niveaux mondial, régional et thématique ; un plus grand flux d'information et des règles plus claires, largement connues des membres, qui améliorent la gouvernance et la responsabilisation de l'organisation.



- > Créer et développer le travail des Conseils politiques de CGLU.
- > Améliorer la Retraite de CGLU, réunir le personnel des Sections pour élaborer des plans d'activités conjoints, avec notamment une stratégie de communication commune.
- > Mettre en place un outil de gestion des connaissances fondé sur les concepts de « Seek, Sense and Share » que nous traduisons en français par « Chercher, donner du sens, partager », en se basant sur le network Hub de CGLU en ligne.
- > Développer des Vagues d'action (mise en œuvre synchronisée) sur des sujets spécifiques.
- > Organiser des formations spécialisées pour l'ensemble des membres du personnel de CGLU pour leur permettre d'apprendre à utiliser les nouveaux outils et les plates-formes dans leur travail au quotidien.
- > Proposer des formations spécifiques aux Sections afin de faciliter les synergies entre priorités mondiales et régionales.
- > Aider les Sections à organiser des séminaires au niveau régional, avec la participation de représentants de haut niveau des différentes autorités sous-nationales de la région, ainsi que les réseaux d'autorités locales et régionales, afin d'établir les priorités au niveau de la région.
- > Renforcer l'agenda des gouvernements régionaux.
- > Améliorer les mécanismes de suivi pour la mise en œuvre de la stratégie et du plan de travail.

LES MÉCANISMES D'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET DE CONSULTATION DE CGLU

Les Conseils politiques, Commissions, Groupes de travail permanents, Communautés de pratique et Forums sont mandatés par le Conseil mondial pour renforcer l'appropriation et la participation politiques, faciliter la mise en réseau et soutenir le partage d'expériences entre les membres de CGLU sur des thèmes spécifiques, identifiés comme priorités de l'agenda mondial de l'organisation.

CGLU S'EST DOTÉE DE QUATRE CONSEILS POLITIQUES

Droit à la ville et territoires inclusifs

Opportunités pour tou.t.e.s, culture et diplomatie des villes : les clés du développement durable et de la paix

Gouvernance territoriale multiniveaux et financement durable

Des villes plus sûres, résilientes, durables et capables de répondre aux crises

**Commission permanente sur
l'Égalité des Genres**

COMMISSIONS

1

Culture

2

Inclusion sociale, démocratie
participative et droits humains

3

Planification stratégique urbaine

4

Développement économique
local et social

FORUMS DE CGLU

1

Villes intermédiaires

2

Villes de périphérie

3

Directeurs des associations
de gouvernements locaux

COMMUNAUTÉS DE PRATIQUE

1

Innovation urbaine

2

Mobilité

3

Économie sociale

4

Sécurité alimentaire

5

Transparence et redevabilité

**GROUPES
DE TRAVAIL PERMANENTS**

1

Renforcement institutionnel
et des capacités

2

Prévention et gestion territoriale
des crises

MONITORING & REPORTING
 IMPLEMENTATION
 إضفاء الطابع المحلي
 CLIMATE CHANGE
 APRENDIZAJE GENDER EQUALITY
 LOCALIZING
 DECENTRALIZED COOPERATION
 NEW URBAN AGENDA
 POLITICAL LEADERSHIP MIGRATION
 INTERMEDIARY CITIES
 EGALITÉ DES GENRES INNOVATION
 Локализация
 DERECHO A LA CIUDAD
 LEARNING
 SOLIDARITY
 IGUALDAD DE GENERO
 FINANZAS LOCALES
 CONTRÔLE SUIVI
 CULTURE LOGEMENT
 LOCALIZACIÓN
 DROIT A LA VILLE RESILIENCE
 地化 CAMBIO CLIMATICO
 SDGS
 HOUSING
 LOCAL ECONOMIC DEVELOPMENT
 IMPLEMENTACIÓN
 CULTURE
 MONITORING
 LOCAL4ACTION HUB PLAIDOYER
 RIGHT TO THE CITY ODD
 COOPERACIÓN DESCENTRALIZADA
 LOCALISATION
 RENFORCEMENT DU RÉSEAU
 TERRITORIAL APPROACH LOCAL FINANCE
 STRENGTHENING THE NETWORK
 FORTALECER LA RED REPRESENTACIÓN
 ADVOCACY
 NUEVA AGENDA
 CONTROL Y SEGUIMIENTO
 SOLIDARIDAD
 DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL
 MIGRACIÓN
 IMPLEMENTACIÓN



www.uclg.org

Avec le soutien de:



Afrique

Asie-Pacifique

Eurasie

Europe

Amérique Latine

Moyen Orient-
Asie de l'Ouest

Amérique
du Nord

Section
Métropolitaine

Forum des
Régions

